

*Huile et pétrole*

classique de la façon dont le premier ministre (M. Trudeau) veut réviser la constitution et rapatrier la formule de contrôle dont il a parlé dans le débat du discours du trône. Pourquoi s'inquiéter de la formule de contrôle? Pourquoi s'inquiéter de la révision de la constitution quand un ministre, essayant de se faire passer pour le Sauveur en présentant ce projet de loi pendant la dernière session pour répondre à la crise du Moyen-Orient, a essayé d'assurer tous les Canadiens que nous avons du pétrole et du gaz. Se servant de cet objectif louable, il a donné le jour à cette monstruosité constitutionnelle qui, plus que toute autre mesure prise ces 20 dernières années, entrainera la fin des consultations constitutionnelles. Comme je l'ai dit, c'est se moquer de Victoria.

Adieu la réforme constitutionnelle. Le premier ministre a intérêt à cesser de faire croire à la presse et à la nation, comme il l'a fait jusqu'ici, qu'il souhaite sincèrement procéder à une réforme constitutionnelle ou trouver une formule d'amendement. Je pourrais citer d'autres contradictions du premier ministre et de son gouvernement, mais autant ne pas le faire parce que je m'emporterais.

Je n'avais pas l'intention de devenir cinglant ce soir, croyant qu'un autre bill serait proposé, mais je vois à quel point le public et le quatrième pouvoir, la presse, sont trompés, quelquefois par les idées mais plus souvent par les banalités du premier ministre.

A Bruxelles, le premier ministre a parlé d'appuyer l'OTAN. Il sait bien que notre appui a été dérisoire au point de rendre ridicule toute prétention de vouloir appuyer l'OTAN.

Quand ce troubadour itinérant qui nous sert de ministre de la Défense nationale (M. Richardson) réussira à s'extraire des casbahs de Tanger et du Caire et reviendra de sa balade au Moyen-Orient, il devrait chercher à savoir ce que le ministère de la Défense nationale fait ici. Il devrait avoir la condescendance de visiter les bases du pays où se trouve la majorité de nos troupes, au lieu de chercher à faire la une par ses voyages à l'étranger dans le but de regagner un semblant de popularité. Il sait qu'il n'est pas à la hauteur de la défense du pays.

Les nationalités parlent de souveraineté, voyez le *Reader's Digest*, le *Time* et *Saturday Night*. Le ministre de la Défense nationale et le premier ministre savent que nous ne faisons rien actuellement, au large de nos côtes orientales ou occidentales, par rapport à ce que nous faisons il y a six mois. Comment exercer notre souveraineté dans le Grand Nord alors il n'y aura pas de vols de l'aéronavale dans ces parages d'ici la fin de l'année? Quand les Canadiens se rendront compte de ce qui se passe, ils commenceront à se demander où est la vérité et à qui se fier.

J'ai parlé des paradoxes du premier ministre; je suis passé aux affaires extérieures. Je rapportais les décisions paradoxales relatives au pétrole et à l'essence et les problèmes constitutionnels en ce qu'ils ont parfois trait à d'autres domaines. Je remarque que Votre Honneur semble s'impacienter. Je ne faisais que commencer. J'aimerais élaborer sur ce point mais je vais revenir au sujet du bill à l'étude.

D'abord ce bill est un accroc aux droits fondamentaux des provinces. Cette risée de la réforme constitutionnelle devrait faire sursauter tous les parlementaires et tous les Canadiens, qui devraient prêter une oreille très attentive aux solutions proposées par le ministre au comité.

● (2110)

Le ministre devrait jeter un coup d'œil sur les articles 36 et 32 et renoncer aux pouvoirs arbitraires qui lui donne-

ront plus d'influence sur l'énergie que n'en avait le roi Midas sur l'or. Bien entendu, c'est différent. Tout ce que touchait le roi Midas se changeait en or; malheureusement, tout ce que le ministre touche ne se met pas à briller ni ne prend de la valeur. Ces choses deviennent plutôt bizarres et embrouillées. Il me rappelle ce personnage de bande dessinée Li'l Abner qu'un nuage noir suit partout. Nous nous souvenons du temps où «Old Thumper» demandait la modification du Règlement de la Chambre pour que se lève un nouveau jour. Nous nous souvenons comme nous nous sommes battus pendant tout un long mois très chaud de juillet jusqu'à ce que, finalement l'autre côté nous donne plus ou moins raison et envoie paître le «Thumper» de l'époque.

Voici donc un gouvernement avec un préjugé anti-industriel, dans l'ouest ou dans les provinces de l'Atlantique, qui oblige les équipes de prospection à faire appel à d'autres pays qu'ils se trouvent au sud, sur la mer du Nord ou ailleurs.

En ce qui concerne directement les affaires de l'est du Canada, toute cette question de la juridiction sur le forage au large des côtes est loin d'être résolue. On n'a d'ailleurs fait aucun progrès. Malgré tout le pouvoir dont jouit présentement le gouvernement fédéral dans ce secteur, rien ne progresse même si on a parfois tenté de s'entendre sur la façon de partager la production.

Les Maritimois pensent que les droits d'exploitation des gisements sous-marins appartiennent avant tout aux autorités les plus directement en cause, même s'il serait évidemment possible d'établir un organisme central de commercialisation qui exigerait des frais d'administration et ainsi de suite. Pourtant, nous nous lançons dans une entreprise tout à fait nouvelle sans avoir trouvé le moyen de régler une question qui soulève de graves conflits dans ce domaine. Peut-on s'étonner que les gens de l'est hésitent beaucoup à accorder au ministre les pouvoirs qu'il demande lorsqu'on n'a pas encore réussi à régler certains problèmes qui existent depuis 20 ans?

En ce qui concerne le projet de construction d'un pipeline, je tiens à rappeler aux députés que mon parti a recommandé la construction d'un pipe-line entre Sarnia et Montréal dès 1969 par suite d'une conférence dite d'intellectuels organisée grâce à l'énergie et à l'imagination de mon hon. ami de Qu'Appelle-Moose-Mountain (M. Hamilton). Je dis «conférence dite d'intellectuels» parce que j'y ai participé et que d'autres participants étaient bien plus intellectuels.

Je signale qu'il y a eu trois guerres au Moyen-Orient depuis 1947. Il y a des guerres dans ce coin du globe depuis les temps bibliques. Je ne veux pas avoir l'air pessimiste, mais depuis l'époque de Jésus-Christ les hommes du Moyen-Orient ne sont pas morts paisiblement dans leur lit et je ne pense pas qu'ils le feront bientôt. M. Kissinger qui trotte autour du globe plus rapidement que les Globetrotters n'a pas réussi à instaurer une paix durable dans cette région et le vote même du Canada aux Nations Unies, quand nous avons encouragé l'Organisation pour la libération de la Palestine en lui permettant de comparaître aux Nations Unies n'a pas amélioré la situation. Toutefois, je ne m'attarderai pas sur cet aspect de l'affaire. Je suppose que l'idée d'un pipe-line reviendra sur le tapis durant la prochaine guerre au Moyen-Orient qui sera peut-être déclenchée avant la fin de l'année.

Un des ministères qui s'intéresse à ces événements est bien entendu celui de la Défense nationale. Il ne peut faire grand-chose sous la direction du ministre actuel selon qui, peut-être, ce ministère n'a aucun problème. Vous et moi,